



Membre de la Compagnie Régionale Ouest-Atlantique

Benoist COURANT

Erwan LE GOFF

Stéphane MORVAN

Experts Comptables

Commissaires aux Comptes

**RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024**

**ASSOCIATION DIOCESAINE DE QUIMPER
3, RUE DE ROSMADEC
29000 QUIMPER**

ASSOCIATION DIOCESAINE DE QUIMPER

SOMMAIRE

- 1. RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES
ANNUELS**

- 2. RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
CONVENTIONS REGLEMENTEES**

ASSOCIATION DIOCESAINE DE QUIMPER
3, RUE DE ROSMADEC

29000 QUIMPER

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres du Conseil d'Administration de l'ASSOCIATION DIOCESAINE DE QUIMPER

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DIOCESAINE DE QUIMPER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ASSOCIATION DIOCESAINE DE QUIMPER à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

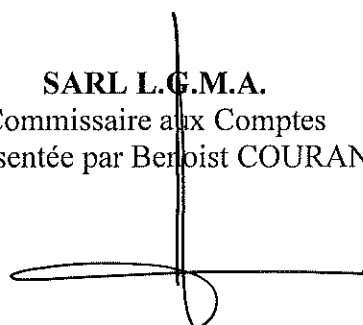
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne.
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels.
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A QUIMPER, le 6 juin 2025

SARL L.G.M.A.
Commissaire aux Comptes
Représentée par Benoist COURANT



BILAN ACTIF

EXERCICE : Du 01/01/2024 Au 31/12/2024

Période N-1 du 01/01/2023 Au
31/12/2023

	BRUT	Prov./Amort	NET	NET N-1
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisation Incorporelles				
Concessions, brevets et droits similaires	62 729,96	50 989,19	11 740,77	6 406,95
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 552 555,14	539 703,72	2 012 851,42	2 132 201,25
Constructions	53 625 398,85	23 389 867,50	30 235 531,35	31 726 794,34
Installations Techniques, mat. outillages Industriels	1 935 492,78	1 388 654,27	546 838,51	533 207,54
Autres immobilisations corporelles	4 466 271,81	3 172 546,27	1 293 725,54	1 304 804,28
Immobilisations corporelles en cours	1 204 224,97		1 204 224,97	361 176,78
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	521 143,58		521 143,58	24 982,58
Immobilisations Financières				
Autres titres immobilisés	2 334 054,64	137 669,50	2 196 385,14	2 248 386,89
Prêts	442 087,12	92 647,12	349 440,00	366 974,53
Autres	312,00		312,00	162,00
TOTAL (I)	67 144 270,85	28 772 077,57	38 372 193,28	38 705 097,14
ACTIF CIRCULANT				
Créances				
Créances reçues par legs ou donations	348 826,18		348 826,18	684 341,73
Autres	412 281,70	55 453,35	356 828,35	511 043,40
Valeurs mobilières de placement	38 500 599,20		38 500 599,20	37 042 991,49
Disponibilités	2 701 814,88		2 701 814,88	2 928 429,19
Charges Constatées d'avance	142 280,61		142 280,61	152 658,18
TOTAL (II)	42 105 802,57	55 453,35	42 050 349,22	41 319 463,99
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	109 250 073,42	28 827 530,92	80 422 542,50	80 024 561,13

BILAN PASSIF

EXERCICE : Du 01/01/2024 Au 31/12/2024

Période N-1 du 01/01/2023 Au
31/12/2023

	MONTANT	N-1
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds statutaires	17 742 641,57	17 742 641,57
Fonds complémentaires	4 858 168,45	4 858 168,45
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds complémentaires	708 000,00	708 000,00
Réserves	42 227 111,31	42 381 521,75
Excédent ou déficit de l'exercice	1 485 300,17	-154 410,44
Subventions d'investissement	1 324,69	1 591,49
TOTAL (I)	67 022 546,19	65 537 512,82
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	857 287,76	709 324,31
Fonds dédiés	1 009 949,61	1 019 029,93
TOTAL (II)	1 867 237,37	1 728 354,24
PROVISIONS		
Provisions pour charges	4 165 751,00	3 713 884,00
TOTAL (III)	4 165 751,00	3 713 884,00
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	4 875 350,71	6 077 754,97
Emprunts et dettes financières diverses	297 751,46	294 710,83
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	298 003,99	296 621,00
Dettes fiscales et sociales	518 890,08	633 239,54
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	39 345,43	66 289,11
Autres dettes	1 337 497,07	1 675 788,62
Produits constatés d'avance	169,20	406,00
TOTAL (IV)	7 367 007,94	9 044 810,07
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	80 422 542,50	80 024 561,13

COMPTE DE RESULTAT - CHARGES ET PRODUITS

EXERCICE : Du 01/01/2024 Au 31/12/2024

Période N-1 du 01/01/2023 Au
31/12/2023

	MONTANT	% P.R.	N-1	% P.R.	VARIATION	%
<u>PRODUITS D'EXPLOITATION</u>						
Cotisations	410,00		3 310,00		-2 900,00	-88
<u>Produits de cessions et participations</u>						
Produits de cessions et rétrocessions	195 305,40		219 054,25		-23 748,85	-11
Produits des participations diverses	810 477,20		1 133 555,87		-323 078,67	-29
<u>Produits de tiers financeurs</u>						
Concours divers et subventions d'exploitation	7 500,00		1 000,00		6 500,00	650
<u>Ressources liées à la générosité du public</u>						
Dons manuels	7 387 564,13		7 387 177,12		387,01	0
Legs, donations et assurances-vie	2 472 614,56		1 326 948,74		1 145 665,82	86
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	747 446,88		615 165,81		132 281,07	22
Utilisations des fonds dédiés	575 621,77		1 323 336,22		-747 714,45	-57
Autres produits	222 043,65		217 909,33		4 134,32	2
Total I	12 418 983,59		12 227 457,34		191 526,25	2
<u>CHARGES D'EXPLOITATION</u>						
Achats à récéder	192 862,32		203 683,49		-10 821,17	-5
Autres achats et charges externes	4 980 064,16		5 559 199,70		-579 135,54	-10
Impôts, taxes et versements assimilés	571 115,79		587 506,24		-16 390,45	-3
Salaires et traitements	3 115 953,34		3 232 154,76		-116 201,42	-4
Charges sociales	1 012 827,07		1 022 430,40		-9 603,33	-1
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 042 985,65		2 037 745,61		5 240,04	0
Dotations aux provisions	600 272,00		55 408,00		544 864,00	983
Reports en fonds dédiés	714 504,90		351 438,27		363 066,63	103
Versements aux organismes liés	489 184,10		502 916,30		-13 732,20	-3
Autres charges	18 104,55		18 195,88		-91,33	-1
Total II	13 737 873,88		13 570 678,65		167 195,23	1
I. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-1 318 890,29		-1 343 221,31		24 331,02	-2
<u>PRODUITS FINANCIERS</u>						
Autres intérêts et produits assimilés	446 240,35		392 395,06		53 845,29	14
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	10 126,50		354 903,38		-344 776,88	-97

COMPTE DE RESULTAT - CHARGES ET PRODUITS

EXERCICE : Du 01/01/2024 Au 31/12/2024

Période N-1 du 01/01/2023 Au
31/12/2023

	MONTANT	% P.R.	N-1	% P.R.	VARIATION	%
Total III	456 366,85		747 298,44		-290 931,59	-39
CHARGES FINANCIERES						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	52 200,00		41 587,00		10 613,00	26
Intérêts et charges assimilées	72 382,61		76 293,23		-3 910,62	-5
Total IV	124 582,61		117 880,23		6 702,38	6
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	331 784,24		629 418,21		-297 633,97	-47
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-987 106,05		-713 803,10		-273 302,95	38
PRODUITS EXCEPTIONNELS						
Sur opérations de gestion	75 794,06		66 971,80		8 822,26	13
Sur opérations en capital	3 048 591,32		2 117 435,93		931 155,39	44
Total V	3 124 385,38		2 184 407,73		939 977,65	43
CHARGES EXCEPTIONNELLES						
Sur opérations de gestion	72 060,75		565 908,20		-493 847,45	-87
Sur opérations en capital	525 853,41		1 005 807,87		-479 954,46	-48
Total VI	597 914,16		1 571 716,07		-973 801,91	-62
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	2 526 471,22		612 691,66		1 913 779,56	312
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	54 065,00		53 299,00		766,00	1
Total des produits (I + III + V)	15 999 735,82		15 159 163,51		840 572,31	6
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	14 514 435,65		15 313 573,95		-799 138,30	-5
EXCEDENT OU DEFICIT	1 485 300,17		-154 410,44		1 639 710,61	-1062
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature						
Mises à disposition gratuite de biens						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						

Annexe aux comptes annuels de l'année 2024

I. Précisions sur l'objet et le périmètre comptable couvert par les comptes présentés :

L'Association Diocésaine de Quimper est une association conforme à la loi du 1^{er} juillet 1901 et à la loi du 9 décembre 1905 ayant son siège 3 rue de Rosmadec à Quimper. Elle a pour objet de « subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique ». C'est une structure juridique unique en droit français qui couvre l'ensemble des activités cultuelles de l'Eglise catholique du Finistère, sous l'autorité de l'Evêque du diocèse de Quimper et Léon. A noter qu'en droit canonique, on distingue la Curie diocésaine, les paroisses, les aumôneries qui ont chacune une personnalité juridique.

La comptabilité présentée reflète cette organisation. Toutes les comptabilités (27) sont additionnées pour former les comptes annuels.

L'organisation canonique du diocèse entraîne de nombreux flux internes à l'Association Diocésaine de Quimper. Des paroisses vers l'évêché ou les services diocésains ou inversement. Ces flux ont fait l'objet d'une neutralisation.

II. Organismes liés

L'organisation fonctionnelle de l'Eglise catholique dans le Finistère a amené à soutenir la création d'un certain nombre d'associations liées au diocèse pour gérer plus efficacement des activités diverses. Il peut s'agir aussi de respecter des obligations légales. Il en est ainsi de l'association « RCF Rivages » et de l'association de Cornouaille et Léon.

III. Les ressources de l'Association Diocésaine de Quimper

Les principales ressources de l'Association Diocésaine de Quimper sont :

- Le denier de l'Eglise, principalement reçu à l'évêché mais reversé aux paroisses 2 143 356 €
- Les Quêtes réalisées à l'occasion des diverses cérémonies 2 736 558 €
- Le casuel correspondant aux offrandes réalisées à l'occasion de baptêmes, de mariages ou d'obsèques 1 461 071 €
- Les offrandes diverses : troncs, cierges... 759 834 €
- Les dons divers 286 745 €
- Les participations des fêtes paroissiales : 67 168 €
- Les valeurs issues des libéralités, donations et legs reçues dans l'exercice : 2 472 615 €

Soit un total de 9 927 346 €

IV. Changements de méthodes

Il n'y a pas eu de changement de méthode durant l'exercice.

V. Règles comptables appliquées

L'association a arrêté ces comptes en respectant les prescriptions du règlement ANC 2014-03, ANC 2018-06 et ANC 2022-04 applicables aux personnes morales de droit privé non commerçante et à but non lucratif. Ils sont constitués d'une situation patrimoniale (bilan), d'un compte de résultat et d'une annexe.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base : Continuité d'exploitation, permanence des méthodes d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

☐ Valeurs financières

Les valeurs mobilières de placement sont valorisées à leur coût d'entrée selon la méthode du Coût Unitaire Moyen Pondéré. Seules les moins-values latentes font l'objet d'une inscription dans la comptabilité. Les plus-values latentes sur l'ensemble des placements financiers, non inscrites en comptabilité en vertu du principe de prudence, se chiffrent à 4 171 504 €.

☐ Legs

La comptabilisation des Donations et legs répond au règlement n°2018-06, complété par le règlement N° 2020-08 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les actifs et passifs provenant de legs et donations sont enregistrés au bilan, dès la date d'acceptation ou la date d'entrée en jouissance de la libération si celle-ci est postérieure, ou à la date de levée de la dernière condition suspensive.

La contrepartie est inscrite en produits, sauf s'il existe une stipulation de l'auteur de la libéralité de renforcer les fonds propres de l'entité.

A la clôture de l'exercice, les libéralités constatées en produits au cours de l'exercice et dont certains actifs à céder ne sont pas encore réalisés ou certains actifs financiers n'ont pas été réalisés ou transférés donne lieu à une écriture au passif en fonds reportés (compte 191), avec pour contrepartie une charge (compte 6891). Ces fonds seront repris et constatés en produits au cours des exercices suivants, au fur et à mesure des encaissements et décaissements liés à la réalisation de la libéralité.

S'agissant de biens destinés à être cédés, ils sont inscrits dans un compte 24, ceux-ci ne sont pas amortis. En cas de perte de valeur, ils font l'objet d'une dépréciation comptabilisée en charge : « dotations pour dépréciations d'actifs perçus par legs ou donation » (compte 68164) par le crédit du compte : « Dépréciations des biens reçus par legs et donations destinés à être cédés » (compte 294). Les fonds reportés sont alors ajustés en conséquence.

En cas de gestion temporaire de biens reçus en legs ou donation destinés à être cédés, les charges et les produits liés sont inscrits en charges et en produits suivant leur nature.

☐ Comptabilisation des immeubles

Les immeubles sont valorisés à leur coût historique tel qu'il figure dans les actes de propriétés ou pour les constructions dans les archives comptables. Dans les cas où il n'a pas été possible de déterminer le coût historique, il a été retenu une valeur de 1€ pour le terrain et 1€ pour la construction.

Les immeubles ont fait l'objet d'une décomposition pour prendre en compte des durées de vie différentes selon les composants.

Lorsqu'un bien a été acquis sans mention des différents coûts de la construction, la valeur d'acquisition est décomposée en différents éléments dans les proportions suivantes :

- | | |
|--------------------------------|-----------------------------|
| - Foncier : 10% | - Electricité : 4% |
| - Gros œuvre : 60% | - Plomberie, Sanitaire : 4% |
| - Toiture : 14% | - Chauffage : 3% |
| - Menuiseries extérieures : 5% | |

☐ Durées d'amortissement par catégorie d'immobilisation

Chaque organisation doit déterminer la durée réelle d'utilisation de chacun de ses actifs amortissables (PCG art. 214-1) en tenant compte de critères physiques, techniques, juridiques ou économiques inhérents à l'utilisation par l'organisation de l'actif (degré et conditions d'utilisation, politique de renouvellement et de cession de l'entreprise, utilisation dans le cadre de contrats...).

Ainsi l'association diocésaine de Quimper a déterminé les durées d'amortissement suivantes :

- Gros œuvre : 50 ans
- Toiture : 30 ans
- Menuiserie extérieure : 25 ans
- Menuiserie intérieure : 25 ans
- Electricité : 25 ans
- Plomberie, Sanitaire : 25 ans
- Chauffage : 15 ans
- Peinture revêtements de sols : 10 ans
- Matériel et outillage : 5 à 10 ans
- Matériel de transport : 5 ans
- Matériel de bureau et informatique : 5 ans
- Logiciel : 3 ans
- Mobilier : 10 ans
- Centraux téléphoniques 10 ans

☐ Calcul de la provision pour complément de retraite des prêtres

Par l'ordination, l'Evêque s'engage à subvenir aux besoins matériels des prêtres jusqu'à leur décès. Cet engagement peut être considéré comme un contrat synallagmatique. Les prêtres retraités les plus âgés perçoivent une pension qui est généralement insuffisante pour vivre décemment. L'Association Diocésaine de Quimper assure donc un complément de retraite à tous les prêtres retraités qui n'atteindraient pas le traitement minimum (714 € en 2024).

L'existence d'une obligation envers les prêtres amène à comptabiliser une provision pour complément de retraite à verser.

La provision est calculée de manière individualisée pour chaque prêtre en fonction de sa situation. L'addition des sommes calculées pour chaque prêtre donne la provision globale.

☐ Calcul de la provision pour financer l'accueil des prêtres âgés en maison de retraite

En raison de l'engagement pris lors de leur ordination, l'Association diocésaine de Quimper se doit de constater la charge que représente cet engagement. Les éléments pris en compte pour le calcul sont le coût moyen supporté par l'association pour l'hébergement des prêtres en maison de retraite, l'espérance de vie au sein de ces structures et le pourcentage des prêtres en ayant l'usage en fin de vie.

VI. Faits marquants de l'exercice.

Il n'y a pas d'éléments marquants de nature à influencer de manière significative sur les comptes

II. Engagements financiers

a - Fonds dédiés sur legs et donations affectés

Objet	Fonds dédiés au 1er janvier	Montant reçus dans l'année	Descriptif des dépenses de l'année	Montant des dépenses de l'année	Fonds dédiés au 31 décembre
Legs Rio pour la Chapelle ND de la joie Penmarc'h	5 677.27		Frais pardon ND de la Joie	350.00	5 327.27
Apport association pour l'équipement de l'Aumônerie de l'enseignement public	11 670.33		Frais équipements Mission St Luc	3 696.53	7 973.80
Succession pour l'église de Pluguffan	8 353.13				8 353.13
Succession pour l'église Sainte Claire Penhars	303 736.63				303 736.63
Donation pour la diaconie diocésaine	43 500.00	320.00	Reste à charge du service de la diaconie	5 049.23	38 770.77
Legs pour la chapelle de Kergonet en Nizon	49 044.02				49 044.02
Succession pour l'église de Pont Croix	39 630.13		Dépenses Eglise Pont Croix	130.30	39 499.83
Succession pour l'église Sainte Thérèse du Landais	10 136.31				10 136.31
Succession pour la réparation de l'église de Pleyber Christ	1 093.53				1 093.53
Succession travaux Basilique du Folgoët	133 862.79				133 862.79
Don Mobilier, bannière Chapelle St Quido Loctudy	2 642.50				2 642.50
Succession EP Odet Rive Gauche	200 000.00				200 000.00
Succession pour les œuvres de la paroisse de Plomodiern	98 423.75				98 423.75
Succession pour l'église de Baye	20 000.00				20 000.00
Succession pour l'Action Catholique	16 557.52		Dépenses Mission ouvrière + pastorale rurale	3 495.98	13 061.54
Succession pour les maisons de retraite des prêtres	36 032.77	98 465.10	Contribution pour les maisons de retraite accueillant des prêtres	230 796.07	0.00
Compte 196700	980 360.68	98 785.10			931 925.87

b – Appel de fonds et dons affectés

Objet	Fonds dédiés au 1er janvier	Montant reçus dans l'année	Descriptif des dépenses de l'année	Montant des dépenses de l'année	Fonds dédiés au 31 décembre
Don pour les Vitraux église de Lennon	11 840.40	7 000.00	Réalisation et pose vitraux	16 460.00	2 380.40
Chapelle Ste Barbe Lennon	500.00				500.00
Don Bannière Ty Mamm Doue	598.00				598.00
Don bannière de Kerlouan	4 595.00				4 595.00
« chantiers diocésains »	0.00	7 400.00	Compte travaux	167 180.00	0.00
Quête Formation Don Séminaire	11 822.00	134 348.35	Contribution séminaires + formations	88 593.63	57 576.72
Quête pour les Lieux Saints	0.00	10 831.00	Reversement quête	10 831.00	0.00
Quête pour les missions d'Afrique	0.00	9 356.00	Reversement quête	9 356.00	0.00
Quête pour l'université catholique	0.00	6 552.00	Reversement quête	6 552.00	0.00
Quête pour le Denier ST Pierre	0.00	7 896.00	Reversement quête	7 896.00	0.00
Quête pour les Missions	0.00	9 988.00	Œuvres pontificales missionnaires et Enfance missionnaire	9 988.00	0.00
Compte 196500	29 355.40				65 650.12

c – Fonds dédiés des paroisses et services

Objet	Fonds dédiés au 1er janvier	Fonds affectés dans l'année	Descriptif des dépenses de l'année	Montant des dépenses de l'année	Montant à reporter sur les années suivantes
Legs Cadiou	6 478.35		Frais affecté aux prêtres	1 830.03	4 648.32
Dons aide pour les pèlerins	1 375.50	464.20			1 839.70
Dons aide aux colocations aumônerie des étudiants	760.00		Aide pour 2 étudiants	760.00	0.00
Dons travaux église de Baye	700.00				700.00
Bannière St Tudy	0.00	1 635.60			1 635.60
Bannière Kelou Mad Plonéour-Lanvern	0.00	3 550.00			3 550.00
Compte 195600	9 313.85	5 649.80		2 590.03	12 373.62

d – Fonds reportés liés aux legs ou donations

Fonds reportés au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Montant à reporter sur les années suivantes
709 324	662 403	514 439	857 288

e – Dons courants et frais de fonctionnement

Dons courants

	2024	2023	2022	2021	2020
Denier	2 143 356	2 171 414	2 254 941	2 466 203	2 616 248
Quêtes	2 736 558	2 737 191	2 641 669	2 589 390	1 872 862
Casuel	1 461 071	1 425 901	1 496 236	1 408 585	1 156 332
Offrandes	759 834	712 634	666 094	621 932	447 607
Autres dons	286 745	340 037	335 881	361 097	282 089
Totaux	7 387 564	7 387 177	7 392 822	7 447 208	6 375 139

Frais de fonctionnement

	2024	2023	2022	2021	2020
Achats à r��troceder	192 862	203 683	187 201	203 799	146 941
Autres Achats et Charges Externes	4 980 064	5 559 200	4 862 343	4 575 671	4 122 680
Impôts, Taxes	571 116	587 506	552 984	524 544	505 949
Charges de Personnel	4 128 780	4 254 585	3 929 618	3 761 319	3 933 895
Autres charges	507 289	521 112	471 016	468 169	552 807
Frais de Fonctionnement	10 380 111	11 126 087	10 003 162	9 533 501	9 262 272

f – Legs, donations et assurances-vie

PRODUITS	Montants
Assurances-vie	841 707
Legs ou donations	1 630 907
Prix de vente des biens reçus destinés à être cédés	2 126
Reprise de dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	514 439
	2 989 180

CHARGES	Montants
Valeur nette des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	4 839
Dotations aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	662 403
	667 242

g – Subventions ou concours publics

L'association diocésaine n'a reçu aucune subvention publique

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

h – Principales composantes du résultat exceptionnel

Les principaux éléments notables qui constituent le résultat exceptionnel sont les suivants :

En produits, il est à noter le niveau important des produits de cessions des immobilisations pour un montant de 3 038 050 €.

En charge, la valeur nette des immobilisations cédées est de 520 063 €.

i – Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice

Etat des créances	Montant brut	Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'un an	Indéterminé
Prêts au clergé	29 440	9 190	5 250	15 000
Prêts aux institutions	412 647	35 000	255 000	122 647
Créances de l'actif circulant	761 108	658 873		102 235
Charges constatées d'avance	142 281	142 281		
Totaux	1 345 476	845 344	260 250	239 882

j – Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

Etat des dettes	Montant brut	Un an	Entre 1 et 5 ans	Plus de 5 ans	Indéterminé
Emprunts et dettes assimilées	5 173 102	930 617	3 211 026	733 708	297 751
Fournisseurs et comptes rattachés	298 004	298 004			
Autres dettes	1 894 653	1 894 653			
Produits constatés d'avance	169	169			
Totaux	7 365 928	3 123 443	3 211 026	733 708	297 751

VIII. Tableau des immobilisations

	2023	2024		
	Brut	Augmentations	Diminutions	Brut
Immo incorporelles	57 716	10 858	5 844	62 730
Terrains	2 635 790	1 001	84 236	2 552 555
Construction	53 976 395	598 150	949 149	53 625 397
Matériel et outillage	1 854 849	125 630	44 987	1 935 493
Autres immo corp	4 456 969	224 691	215 389	4 466 272
Biens reçus par Legs à céder	24 983	501 000	4 839	521 144
Immo en cours	361 177	3 040 793	2 197 745	1 204 225
	63 367 879	4 502 124	3 502 188	64 367 815

	Amortissements Début d'exercice	Dotation de l'exercice	Diminution	Amortissements Fin d'exercice
Immo incorporelles	51 309	5 524	5 844	50 989
Terrains	503 589	41 440	5 325	539 704
Construction	22 249 603	1 651 677	511 413	23 389 868
Matériel et outillage	1 321 642	111 871	44 858	1 388 654
Autres immo corporelles	3 152 169	232 474	212 101	3 172 542
	27 278 312	2 042 986	779 541	28 541 757

IX Tableau des provisions

Provisions	Provisions Début d'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Provisions Fin d'exercice
Provision pour dépréciation des immobilisations financières	178 117	52 200		230 317
Provision pour pensions et obligations assimilées	124 713	13 373		138 086
Provision pour impôts	-	33 409		33 409
Provision pour complément de retraite et maisons de retraite	3 589 171	553 490	148 405	3 994 256
	3 892 001	652 472	148 405	4 396 068

X. Evolution des capitaux propres

Comptes	Début exercice	Augmentation	Diminution	Fin d'exercice
Valeur du patrimoine intégré	17 742 642			17 742 642
Apport sans droit de reprise	2 854 205			2 854 205
Legs avec contrepartie biens immobilisés	2 003 964			2 003 964
Subvention investissement affecté bien renouvelable	4 000			4 000
Apport avec droit de reprise	708 000			708 000
Réserves	42 381 522	Affectation du résultat excédent Affectation report à nouveau	Affectation du résultat déficit 154 410	42 227 111

XI. Engagements hors bilan

a - Cautions données

- Pas de caution donnée

XII. Contribution volontaire en nature

Pour mener à bien ses missions, le diocèse de Quimper s'appuie sur un grand nombre de bénévoles. Etant donné l'organisation du diocèse, qui comportent des niveaux d'interventions divers (paroisses, aumônerie, services...), avec une autonomie de fonctionnement sur beaucoup d'aspects, l'association n'est pas en mesure de valoriser son bénévolat. L'effectif peut subir des fluctuations significatives en cours d'exercice. La Conférence des Evêques de France a par ailleurs émis une première recommandation pour la présentation de la contribution des bénévoles (CVN), introduite par le Nouveau Règlement comptable 2018-06 applicable à compter de 2020. Son analyse conduit à ne pas comptabiliser les missions bénévoles, mais à donner éventuellement une information dans l'annexe des comptes annuels sur le nombre de bénévoles œuvrant dans des missions de support régulières pour les curies. Le recensement plus précis de ces missions sera fait lors du prochain exercice.

XIII. L'état séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger

L'association n'a pas reçu de ressources provenant de l'étranger au titre de l'exercice 2024.

**ASSOCIATION DIOCESAINE DE QUIMPER
3, RUE DE ROSMADEC**

29000 QUIMPER

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**ASSEMBLEE GENERALE D'APPROBATION DES COMPTES
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

Aux Membres du Conseil d'Administration de l'ASSOCIATION DIOCESAINE DE QUIMPER,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il nous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

A QUIMPER, le 6 juin 2025

SARL I.G.M.A.
Commissaire aux Comptes
Représentée par Benoist COURANT

